



Direction départementale des territoires et de la mer du département d'Ille-et-Vilaine
Mesure agro-environnementale et climatique (MAEC)

Notice d'information du territoire
Bassin versant de la Flume
Campagne 2020

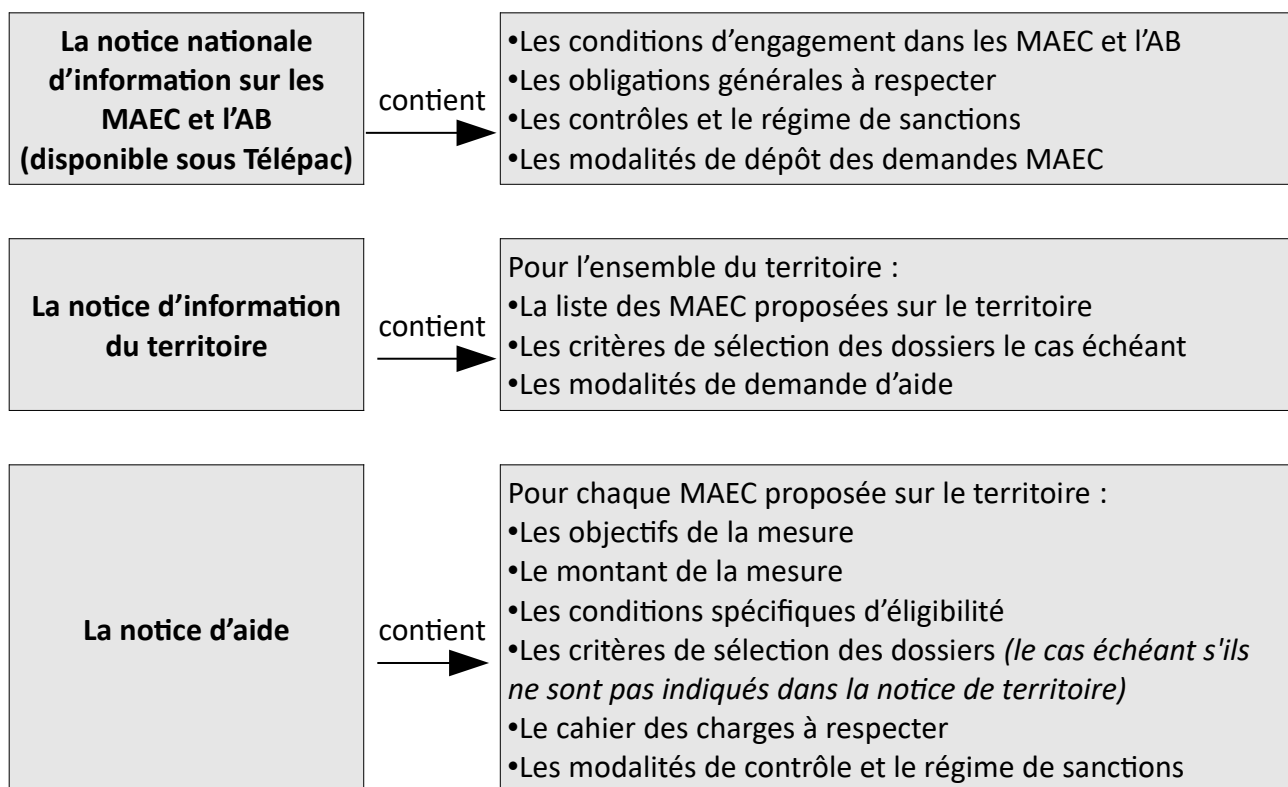
Accueil du public du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 (vendredi 16h00).

Correspondant MAEC de la DDTM : Service Economie et Agriculture Durable

téléphone : 02 90 02 34 34

Cette notice présente l'ensemble des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire **Flume** au titre de la programmation 2015-2020.

Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2020, disponible sous Télépac.



Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez votre DDTM

1. PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE : « Flume »

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont 50 % au moins de la SAU est située sur un ou plusieurs territoires proposant la mesure en année 1 sont éligibles. Le cahier des charges de la mesure à respecter correspond à celle du territoire où l'exploitation a le plus de surfaces.

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

L'ensemble du bassin versant de la Flume est éligible à ces mesures. Le périmètre du bassin versant couvre une superficie de 135 km² et s'étend en partie ou en totalité sur 13 communes, toutes adhérentes au Syndicat mixte du bassin de la Flume, porteur du PAEC sur ce territoire.



2. RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGRO-ENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

L'activité agricole est très présente sur le bassin versant de la Flume en raison de la présence de sols limoneux profonds présentant des bons potentiels agronomiques. En 2010, les communes du bassin versant comptent encore 249 exploitations agricoles dont 157 en professionnel (données RGA 2010). Ces exploitations sont principalement en systèmes polyculture – élevage avec une dominante d'élevages bovins laitiers. Les systèmes hors-sol (volailles et porcs) sont toutefois bien représentés, correspondant à 18 % des exploitations professionnelles. L'assolement est largement dominé par les grandes cultures (maïs, céréales), la part en prairie n'occupant en moyenne que 30 % de la surface agricole.

L'agriculture biologique est très peu présente sur le territoire avec 9 exploitations en bio ou en conversion, représentant seulement 1,5 % de la SAU du territoire soit 133 ha (données FRAB 2013).

Les enjeux du territoire du bassin versant de la Flume sont fortement liés à l'atteinte du bon état des masses d'eau demandé par la Directive cadre européenne sur l'eau (DCE). Ainsi, Plusieurs paramètres risquent de ne pas atteindre les seuils de qualité fixés par la DCE. C'est le cas en particulier des produits phytosanitaires pour lesquels les concentrations retrouvées dans la Flume demeurent préoccupantes avec près de 80 % des cumuls mesurés en 2014 supérieurs à l'objectif du SAGE Vilaine (0,5 µg/L). Les molécules les plus fréquemment quantifiées sont à la fois d'origine urbaine et agricole (AMPA, glyphosate, 2,4-MCPA). Des pollutions ponctuelles de molécules à usage agricole sont également observées. C'est le cas de l'isoproturon utilisée pour le désherbage sur céréales avec des concentrations parfois supérieures à 1 µg/L (seuil fixé par la DCE). De ce fait, le bassin versant de la Flume a été identifié par le SAGE Vilaine comme zone prioritaire pour les « produits phytosanitaires ».

Le paramètre phosphore ne respectent pas également les seuils fixés par la DCE avec des dépassements principalement en période d'étiage, liés aux rejets d'assainissement, mais également lors d'hivers pluvieux du fait de l'érosion des sols. Le SAGE Vilaine classe également le bassin versant de la Flume comme secteur prioritaire « phosphore ».

En revanche, les concentrations en nitrates se sont améliorées approchant l'objectif fixé dans le cadre du 1er contrat de bassin versant 2010-2014 (< 35 mg/L). L'obligation des couverts hivernaux, des bandes enherbées depuis plusieurs années a probablement contribué à l'amélioration de ce paramètre.

Pour répondre aux enjeux de qualité de l'eau, **le programme d'actions défini pour la période 2015-2019 sur le bassin versant de la Flume** a notamment pour objectif de :

- Limiter l'usage des produits phytosanitaires en favorisant des changements durables de pratiques et/ou de systèmes agricoles par la mise en place d'outils d'accompagnement individuel à destination des agriculteurs du territoire (MAEC, diagnostics agro-environnementaux, accompagnement individuel sur 3 ans) et d'actions collectives (expérimentations, démonstrations, accompagnement au désherbage mécanique...);
- Réduire les ruissellements et l'érosion des sols par la préservation du bocage et des zones humides et par la création de zones tampons pertinemment placées (couverts herbacés, haies bocagères).

Les structures de développement et de conseil agricoles (coopératives, entreprises de conseil, réseaux de développement agricole) sont fortement impliquées dans ce nouveau programme d'actions en tant que maîtres d'ouvrages des actions agricoles et en particulier des outils d'accompagnement individuel. A cet effet, neuf structures agricoles sont signataires du contrat territorial 2015 – 2019 du bassin versant de la Flume : Agrobio 35, ADAGE35, Chambre d'agriculture 35, Ter-Qualitechs, CETA35, CER France Broceliande, Eilyps, Coopérative Le Gouessant, Triskalia.

3. LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

MAEC système proposées en 2020 : il ne sera possible d'engager de nouveaux contrats de 5 ans que pour les exploitations avec un jeune agriculteur (cf arrêté régional campagne 2020 pour les précisions relatives à la condition de jeune agriculteur) – SPE1, SPM1, SPE2, SPE3 – ou les exploitations situées en baies algues vertes (plus de 3 hectares et/ou siège d'exploitation dans le périmètre de la baie algues vertes) – SPE1, SPM1, SPE2, SPM2, SPE3.

Des prolongations d'un an seront proposées aux bénéficiaires dont les engagements sont arrivés à échéance à la fin de la campagne 2019. Cette prolongation annuelle d'engagement s'effectue avec un niveau d'exigence maximum, soit celui de la cinquième année d'engagement pour les points du cahier des charges qui sont progressifs. Ainsi, un engagement initial dans une mesure système évolution ne pourra être prolongé que par un engagement dans la mesure système de maintien des mêmes ratios herbe et maïs. Un engagement initial en mesure système maintien sera prolongé par la même mesure système maintien. La mesure SMP3 ne pourra pas faire l'objet d'une prolongation.

MAEC localisées surfaciques, linéaires-ponctuelles proposées en 2020 : il ne sera pas possible d'engager de nouveaux contrats de 5 ans quelle que soit la mesure. Seules des prolongations d'un an seront proposées aux bénéficiaires dont les engagements sont arrivés à échéance à la fin de la campagne 2019, et uniquement pour les mesures listées dans les tableaux ci-dessous.

MAEC non surfaciques proposées en 2020 (PRM-API) : il sera possible d'engager de nouveaux contrats de 5 ans. Il ne sera pas possible de prolonger d'un an les engagements arrivés à échéance à la fin de la campagne 2019.

Conversion est maintien à l'agriculture biologique en 2020 (CAB-MAB) :

CAB : il sera possible d'engager de nouveaux contrats de 5 ans.

MAB : il ne sera pas possible d'engager de nouveaux contrats de 5 ans.

Pour un engagement dans la mesure d'aide au maintien à l'agriculture biologique qui arrive à échéance à la fin de la campagne 2019, la demande d'aide pour la campagne 2020 sera considérée comme une demande de prolongation annuelle conformément à la réglementation européenne.

Pour un engagement dans la mesure d'aide à la conversion en agriculture biologique qui arrive à échéance à la fin de la campagne 2019, la demande d'aide pour la campagne 2020 sera considérée comme une demande de prolongation annuelle dans la mesure d'aide au maintien à l'agriculture biologique, conformément à la réglementation européenne.

Code mesure 2020	Libellé de la mesure	Durée de l'engagement			Si prolongation ouverte, code de la mesure du contrat initial 2015	Critère de sélection
		1 an	5 ans	1 an et 5 ans		
BR_FLEA_SPE1	Mesure système polyculture élevage « ruminants 12 % maïs 70 % herbe – Evolution »		1			5 ans : uniquement pour les exploitations situées en BV Algues Vertes (le siège et/ou 3 ha) ou avec un jeune agriculteur.
BR_FLEA_SPE2	Mesure système polyculture élevage « ruminants 18 % maïs 65 % herbe – Evolution »		1			5 ans : uniquement pour les exploitations situées en BV Algues Vertes (le siège et/ou 3 ha) ou avec un jeune agriculteur.
BR_FLEA_SPE3	Mesure système polyculture élevage « ruminants 28 % maïs 55 % herbe – Evolution »		1			5 ans : uniquement pour les exploitations situées en BV Algues Vertes (le siège et/ou 3 ha) ou avec un jeune agriculteur.
BR_FLEA_SPM1	Mesure système polyculture élevage « ruminants 12 % maïs 70 % herbe – Maintien »			1	BR_BRET_SPM1B R_BRET_SPE1	5 ans : uniquement pour les exploitations situées en BV Algues Vertes (le siège et/ou 3 ha) ou avec un jeune agriculteur.
BR_FLEA_SPM2	Mesure système polyculture élevage « ruminants 18 % maïs 65 % herbe – Maintien »			1	BR_BRET_SPM2B R_BRET_SPE2	5 ans : uniquement pour les exploitations situées en BV Algues Vertes (le siège et/ou 3 ha).
BR_FLEA_SPM3	Mesure système polyculture élevage « ruminants 28 % maïs 55 % herbe – Maintien »	1			BR_BRET_SPE3	Uniquement après un contrat SPE3 échoué.

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire **Flume**. Des conditions spécifiques aux situations de prolongation sont mentionnées dans ces notices.

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

4.1 Montant d'engagement minimum

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

4.2 Montant d'engagement maximum

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITÈRES DE SÉLECTION DES DOSSIERS

Des critères de sélection permettant de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières pourront être définis au niveau régional ou local.

6. COMMENT REMPLIR LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE MAEC ?

Pour vous engager en 2020 dans une MAEC, vous devez obligatoirement renseigner dans TéléPAC les écrans suivants, **avant le 15 mai 2020**.

6.1 Registre parcellaire graphique et déclaration des éléments engagés en MAEC

Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC, vous devez indiquer, dans les caractéristiques de chaque parcelle que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées, le code de la mesure.

Si vous souscrivez une ou plusieurs mesures portant sur des éléments linéaires proposées sur le territoire (mesure construite sur l'une des opérations LINEA_01, 05, 06, 08 ou 09) :

Pour déclarer des **éléments linéaires** engagés dans une MAEC, vous devez également dessiner d'un trait les éléments linéaires (ex : haies, ripisylves, talus, fossés ou bandes refuge) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC.

Vous devez compléter les caractéristiques de l'élément dans la fenêtre de saisie en précisant le code de la MAEC.



Si vous souscrivez une ou plusieurs mesures portant sur des éléments ponctuels proposées sur le territoire (mesure construite sur l'une des opérations LINEA_02, ou 07) :

Pour déclarer des **éléments ponctuels** engagés dans une MAEC, vous devez également localiser les éléments ponctuels (ex : mares ou arbres isolés) que vous souhaitez engager dans chacune de ces MAEC.

Vous devez compléter les caractéristiques de l'élément dans la fenêtre de saisie en précisant le code de la MAEC.

6.2 Descriptif des parcelles déclarées

Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Écran « Demande d'aides »

A la rubrique « MAEC 2015-2020 / MAE 2007-2013 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2020.

6.4 Déclaration des effectifs animaux

Si vous souscrivez une ou plusieurs mesures proposées sur le territoire pour lesquelles le chargement ou les effectifs animaux interviennent : vous devez renseigner l'écran « effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDTM soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7. CONTACTS

Pour plus d'information sur les mesures proposées sur le territoire du bassin versant de la Flume et autres dispositifs d'accompagnement à la contractualisation, vous pouvez contacter :

Laëtitia Citeau

Syndicat mixte du bassin versant de la Flume

Tél. 02.23.41.32.17 / 06 79 24 24 03

Courriel : l.citeau@bv-flume.fr